

Question 1 : En quoi les sciences humaines et sociales recèlent-elles de savoirs et d'outils à la fois pour comprendre l'impact collectif et individuel des attentats, mais aussi pour nous aider à mieux y faire face ?

Lorsqu'une société est en proie au terrorisme, les sciences humaines et sociales sont bien souvent décriées pour leur inutilité, voire leur éventuelle complaisance envers les terroristes. On a tristement pu le voir ces derniers temps en France, avec Manuel Valls, lorsqu'il était premier ministre, s'agaçant publiquement de ceux qui cherchent des « explications » après les attentats, ou avec la récente polémique sur le soi-disant « islamo-gauchisme » à l'université.

Ce que nous montrons dans ce livre, qui rassemble les éclairages de chercheurs de différentes disciplines et horizons, c'est que, tout au contraire, les sciences humaines et sociales recèlent de savoir précieux pour comprendre ce qui nous arrive dans de telles circonstances, prendre du recul sur nos émotions et faire face aux attentats avec davantage de lucidité. L'idée, c'est de contribuer à une intelligence collective des situations post-attentats.

Ces savoirs permettent par exemple de comprendre que les attentats sont des moments d'effervescence collective qui créent des « zones d'hystérie » dans la vie sociale, où chacun est sommé de prendre position – d'où les attaques anti-sciences sociales, qui invitent au contraire à la pondération... Sur la base d'enquêtes empiriques, elles remettent en cause aussi un certain nombre d'idées reçues, comme l'idée que les personnes en proie à une attaque terroriste réagiraient forcément par la panique, le « chacun pour soi » et le « sauve qui peut », ou que les attentats islamistes font mécaniquement le jeu de l'extrême droite. C'est ce que beaucoup pensent. Mais en réalité, comme on peut le voir dans le livre, c'est bien plus complexe que ça.

Question 2 : En quoi réside la particularité des attentats de janvier et novembre 2015 ?

Ces attentats ont été particuliers pour plusieurs raisons : le choix des cibles, le nombre de victimes, la répétition.

Le choix des cibles tout d'abord. Comme souvent dans les attentats terroristes, les cibles ont été sélectionnées en raison de leur pouvoir d'évocation symbolique. En janvier, des journalistes célèbres d'un hebdomadaire connu pour ses provocations et notamment pour la publication des caricatures du prophète Mahomet initialement dans un journal danois, mais aussi des policiers et la communauté juive.

D'ailleurs le cadrage qui a été immédiatement fait par les politiques et les médias a été celui d'une attaque contre la République, l'État et la Nation.

En novembre, en revanche, les cibles ont visé indistinctement la population de Paris et de banlieue et notamment des lieux que tout le monde pouvait reconnaître et imaginer fréquenter : une salle de spectacle, un stade de foot, des bars et des restaurants. Le cadrage s'est d'ailleurs fait sur une attaque de la société française dans son ensemble.

Le deuxième choc est lié aux victimes, en raison de leur nombre mais aussi de leurs qualités : 17 morts en janvier, puis 130 en novembre et plusieurs centaines de blessés, avec des attaques simultanées dans l'agglomération parisienne.

Enfin, même si ces deux attaques ont été les plus marquantes, elles s'inscrivent dans une série, avec des attaques commises par la suite sur tout le territoire français et visant des lieux de cultes, des représentants de l'État, des anonymes de tous âges et notamment des enfants et des familles lors de l'attentat du 14 juillet à Nice, en 2016.

La répétition, en créant un climat de vigilance et de peur, a également eu un effet en lui-même.

Cette singularité des attentats de 2015 s'est traduite sur le plan scientifique. Ils ont donné lieu à un nombre extraordinairement de recherches, et ce lieu en fait état.

Question 3: Quelles répercussions ont les attentats dans notre société ?

Les attentats, comme ceux de 2015, sont, ce qu'on peut appeler des faits sociaux totaux, dont les répercussions se font sentir dans tous les domaines de la vie sociale.

C'est la force d'un ouvrage collectif de pouvoir présenter de manière précise et concise les résultats de recherches très diverses menées depuis 2015 par différentes approches disciplinaires distinctes et s'attachant à comprendre les effets et les réactions de la société française à ces attentats, à différents niveaux d'analyse aussi bien les individus que les collectifs.

L'ouvrage paru au PUF en novembre 2020 compte six chapitres mais une édition en anglais sera prochainement publiée par Palgrave pour un lectorat international et comptera deux contributions supplémentaires.

Pour donner un aperçu rapide de la diversité des approches et des angles retenus dans cet ouvrage, je citerai par exemple un chapitre sur les réactions des spectateurs présents au Bataclan le soir du 13 novembre et un autre montrant comment les citoyens se sont appropriés les pratiques rituels de deuil en créant des mémoriaux éphémères à Paris et dans d'autres villes de France après ces attentats.

On peut aussi relever deux chapitres portant sur les médias : l'un démontrant les défis d'adaptation de la télévision à la couverture en direct des événements terroristes et les évolutions de la régulation de l'audiovisuel sur ce sujet-là, le second chapitre soulignant comment les réseaux sociaux permettent l'expression et la constitution de contre public dans ce type de contexte.

Le version anglaise comprendra également un chapitre analysant les réactions dans les écoles et le rôle qu'a joué l'institution scolaire dans la constitution d'une communauté nationale.

Un autre chapitre revenant sur la façon dont les musulmans de France vivent et répondent aux injonctions contradictoires qui leur sont faites à la suite d'attentats islamistes et qui met ainsi en lumière leur patriotisme.

Question 4: Quelles sont les interactions entre l'État et l'opinion publique en réaction aux attentats de janvier et novembre 2015 ?

Deux contributions éclairent les interactions entre l'État et l'opinion publique et offrent des approches très complémentaires et originales. Elles démontrent deux choses qui sont souvent négligées ou contredisent les attentes : d'abord l'idée que les crises de cette nature ont un effet quasi automatique sur la popularité de l'exécutif d'une part et sur les tensions sociales entre les communautés avec notamment un durcissement des préjugés à l'égard des communautés religieuses qui pourraient être amalgamées avec les terroristes.

Dans les mois qui ont suivi les attentats de janvier 2015, et dans une moindre mesure ceux de novembre, l'exécutif a bénéficié d'un regain de soutiens et de popularité, qui ont été manifestes dans l'opinion publique et dans les attitudes des acteurs politiques. Ce phénomène de soutien au gouvernement en cas de crise est analysé dans la littérature de science politique comme un « ralliement au drapeau », et parfois assimilé à un « réflexe patriotique ».

Dans le chapitre que j'ai co-écrit avec Laurie Boussaguet qui est également chercheuse associée au CEE, nous rapportons les résultats de notre enquête auprès des personnalités clés dans l'élaboration des décisions à l'Élysée, à Matignon, à Beauvau. Nous montrons comment dans les jours et semaines qui ont suivi ces événements l'exécutif a travaillé consciemment pour construire et préserver une unité nationale dont il craignait l'éclatement. Cela nous permet de souligner l'attention portée par les acteurs de l'État et du gouvernement à la dimension symbolique du travail politique et qui permet de démontrer et en un sens de construire la résilience de la société et l'unité politique et sociétale.

En tout cas, ce travail symbolique tend à limiter les tendances centrifuges et intolérantes qui sont suscitées par la revendication d'une attaque symbolique sur la communauté nationale au nom d'idées et d'une religion à laquelle appartiennent les terroristes et qui sont mobilisées par des acteurs politiques qui font de l'intolérance leur fonds de commerce.

En effet, on pourrait croire que les attentats islamistes favorisent le vote d'extrême droite, en confortant des tendances xénophobes et autoritaires au sein de la population. Ce que montre Vincent Tiberj à partir des données disponibles sur les opinions des Français et différents indicateurs de tolérance à l'égard des minorités est que le tableau est plus nuancé. En fait, la tolérance des Français continue à progresser durant la période, et on peut penser que les cadrages proposés par l'État, notamment pour montrer symboliquement la solidarité et l'unité nationale ont contribué à cette évolution.

Entretien : Myriam Sefraoui, Chargée de médiation scientifique (CEE)